

Comment Toulouse est-elle passée de ville rose à ville verte islamique ?

Article rédigé par , le 22 novembre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Abdelfattah Rahhaoui n'est pas un haut dignitaire de l'État islamique, comme son nom pourrait l'indiquer, mais le fondateur de l'école Al-Badr, école privée musulmane hors contrat située dans le quartier dit « populaire » de Bellefontaine à Toulouse.

Imam et conférencier, cette personnalité clé de l'islamisation toulousaine est aujourd'hui inquiétée par la justice pour des faits extrêmement graves : violences volontaires sur mineur, ouverture d'un collège clandestin, « *poursuite d'une activité scolaire malgré une mise en demeure de l'Éducation nationale* »...

« Français » (de papiers) né au Maroc, l'homme s'était déjà fait remarquer en créant un collège privé musulman dans le quartier du Mirail, en 2009, lequel devait permettre aux adolescentes et préadolescentes de déroger à l'interdiction des signes religieux dans les établissements scolaires.

En 2013, il a fondé Al-Badr, cas éminemment représentatif de ces écoles privées musulmanes où l'on enseigne mieux la charia que l'Histoire de France, pays de mécréants à conquérir ou à soumettre. Le 12 avril dernier, une inspection de l'établissement commandée par l'académie de Toulouse, avec l'appui des forces de l'ordre, émettait des conclusions qui n'étonneront que les expatriés du réel.

L'enseignement prodigué y était perçu comme étant « *très déficitaire dans tous les domaines, en dehors de l'enseignement de l'arabe, qui s'effectue à des quotités quotidiennes importantes* ». Logique, pour des gens qui veulent vivre en France uniquement pour profiter des aides sociales tout en recréant, chez nous, les conditions de vie de leur pays d'origine. Les inspecteurs d'académie jugeaient aussi, laconiques, que « *l'étude quotidienne du Coran* » oblitérait « *le temps de façon importante* ».

Étudier la vie du Prophète ou les disciplines classiques, il faut visiblement choisir.

Le susnommé Abdelfattah Rahhaoui ne fait, quant à lui, pas mystère de ses préférences. Hyperactif sur les réseaux sociaux, il diffuse régulièrement de doctes vidéos regardées par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Entre deux conseils pour nouer un hijab et une charge contre *Charlie Hebdo*, il a notamment pu expliquer que l'enseignement du « vrai Coran » était un rempart efficace contre la « radicalisation »...

Bref, rien de nouveau sous le soleil dans une ville connue pour ses nombreuses mosquées islamistes, dont les imams ont longtemps servi de supplétifs à des forces de l'ordre aussi débordées qu'abandonnées par les pouvoirs publics. C'est peut-être à ce prix que Jean-Luc Moudenc a acheté la paix sociale et son élection en tant que maire de Toulouse.

Deux questions restent en suspens. D'abord, que font monsieur Rahhaoui et ses ouailles en France ? Selon leurs croyances, ils devraient de toute urgence retourner en terre musulmane en faisant leur hijra. Enfin, que vient faire l'État dans la gestion des écoles hors contrat ? Pourquoi une telle ingérence quand il serait tellement plus simple d'arrêter l'immigration ? Les écoles libres doivent le rester. Plutôt que de mettre en danger nos libertés, il faudrait déterminer ce qui, dans le mode de vie de populations nouvellement installées, n'est pas compatible avec notre nation et la civilisation dont elle est issue.

